

3 juillet 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-camerounaises et sur la coopération avec l'Afrique, à Yaoundé le 3 juillet 2015.

Mesdames, Messieurs, bonsoir - j'allais dire bonne nuit car nous sommes en retard, ou vous êtes très en avance, je ne sais pas ce qu'il faut dire !

Je viens, avec le ministre Michel SAPIN, avec les parlementaires, avec la délégation qui m'accompagne depuis maintenant près de deux jours, je viens vers vous après m'être rendu au Bénin, en Angola, enfin au Cameroun qui est le dernier moment de ce déplacement. C'est vous dire l'importance que nous lui accordons et le souhait qui était le nôtre de pouvoir venir à votre rencontre.

Je sais ce que vous faites ici pour la relation entre le Cameroun et la France. Une relation qui est riche, ancienne, qui a connu une période particulièrement glorieuse, pour le Cameroun comme pour la France, lorsque nous songeons à ce qui s'est fait durant la Seconde Guerre mondiale : c'est de Douala qu'était partie la Division Leclerc, pour libérer la France. Nous n'oublions pas ce qu'ont fait de nombreux Camerounais, de nombreux Africains d'ailleurs, pour nos libertés, et je voulais aussi témoigner.

J'ai aussi en mémoire d'autres actes historiques, ceux-là plus sombres, plus tragiques. Il me revient aussi de les rappeler, puisqu'autour de l'indépendance il y a eu une répression particulièrement violente. La France doit regarder toujours avec lucidité les pages de notre histoire, surtout lorsqu'elle est commune, ici avec le Cameroun.

Nous avons cependant été capables de dépasser tout cela et la France, avec le Cameroun, depuis l'indépendance, a toujours voulu accompagner le Cameroun dans l'ensemble de son développement. Vous y avez contribué.

Il y a ici celles et ceux qui sont nés au Cameroun, qui y ont toujours vécu. Il y en a d'autres qui sont venus plus récemment. Il y a ceux qui travaillent dans la fonction publique. Il y en a d'autres qui travaillent dans les entreprises présentes, nombreuses d'ailleurs, au Cameroun. Il y a aussi les représentants des organisations non-gouvernementales, et les Alliances françaises. Il y a aussi tous ceux qui promeuvent la langue française, la culture française. Je voulais vraiment vous remercier pour ce que vous faites.

J'ai voulu, avec le Président BIYA, évoquer toutes les questions qui sont ici les plus sensibles.

D'abord, la question de la sécurité avec les menaces de Boko Haram. Je n'oublie pas que la communauté française, ici au Cameroun, a été profondément marquée par les enlèvements qui se sont produits : la famille MOULIN-FOURNIER et ensuite le père VANDENBEUSCH. Je sais l'inquiétude qui a été la vôtre, de savoir si ces personnes allaient pouvoir être libérées. Elles l'ont été dans un délai plutôt rapide, même si le temps est toujours trop long pour les familles concernées. Elles l'ont été grâce à l'intervention du Président BIYA, je veux aussi le souligner.

Il y a eu une autre inquiétude, qui était de savoir s'il serait encore possible d'aller dans le nord et de pouvoir y maintenir vos activités. Être dans le nord devient de plus en plus délicat. J'ai d'ailleurs fait en sorte que les familles puissent être également informées de ces situations, pour que des risques exagérés ne soient pas pris. Nous avons donc le souci d'assurer la sécurité du Cameroun. C'est le Cameroun qui est cependant en première ligne. Ses forces armées ont eu un rôle important, ces derniers mois, avec le soutien de l'armée française. Un soutien au sens des informations qui ont pu être données par l'armée française aux forces camerounaises. Je

informations qui ont pu être données par l'armée française aux forces camerounaises, la formation qui a été assurée par nos militaires, les images qui ont pu être fournies, la coordination de tous nos efforts ici au Cameroun, mais aussi au Tchad, au Niger, au Nigeria, pour lutter contre la secte Boko Haram. Une secte terrible, qui a encore commis des massacres, il y a quelques heures, au Nigeria : 150 musulmans, rassemblés dans une mosquée pour le temps de la prière, ont été affreusement mutilés et assassinés.

Nous sommes devant cette réalité : le terrorisme. Le terrorisme frappe ici, frappe la région, et aussi notre pays. Il y a une semaine, il y a eu cet assassinat horrible, dans une commune de l'Isère, avec un terroriste qui voulait non seulement tuer son employeur - ce qu'il a hélas réussi à faire - mais en plus, voulait faire exploser une usine pour créer un traumatisme qui aurait contribué à effrayer. C'est cela que veulent les terroristes : créer de l'effroi, pour que nous ayons tous peur, que nous nous divisions, que nous nous séparions, que nous nous suspicions. Nous devons agir tous ensemble dans la lutte contre le terrorisme et ce qui se passe en Afrique n'est pas dissociable de ce qui peut nous menacer en Europe et en France.

La meilleure preuve que nous avons est celle des réfugiés. Les réfugiés sont ici, au Cameroun, ils viennent du Nigeria. Il y en a aussi d'autres qui veulent traverser la Méditerranée, venir jusqu'en Europe, pour se sauver. Il y a d'autres migrants qui utilisent aussi les trafics qui se sont installés à travers la Libye, pour passer la mer Méditerranée et venir sur nos côtes. Nous devons bien comprendre que si nous n'agissons pas sur les causes mêmes de ces mouvements de populations, ils vont s'amplifier encore et créer un désordre dans nos pays et en Europe, où j'ai vu les Européens se quereller sur cette question des réfugiés.

Il fallait en prendre 40.000. Nous étions tous d'accord pour que cela ne soit pas une obligation, nous avons refusé les quotas. Chaque pays devait prendre un engagement, dire s'il pouvait en accueillir des centaines ou des milliers. J'ai vu des chefs d'Etats, de gouvernements, refuser même de s'engager, lorsque le chef du gouvernement italien, lui, appelait à la solidarité.

Nous voyons donc bien ce qui nous menace : une menace là où nous sommes, communautés françaises présentes en Afrique, en France et aussi en Europe.

Je voulais donc vous encourager à tenir bon, comme je le dis d'ailleurs à tous nos compatriotes. Car ce qui fera la différence avec les menées des terroristes, c'est notre fermeté. Nous devons lutter de manière implacable contre le terrorisme, appliquer les règles de la République, avoir une loi sur le renseignement qui nous permette de mieux connaître un certain nombre d'activités ou un certain nombre de dérives. Il faut aussi agir avec sang-froid, ne pas se laisser emporter, ne pas se laisser prendre par la peur, ne pas se laisser entraîner vers des solutions qui ne seraient pas dignes de nous.

Enfin, il y a la solidarité que nous devons assurer dans notre propre pays et à l'égard de l'Afrique. C'est ce que nous faisons et c'est ce que vous faites, à travers votre présence ici. Cette solidarité prend plusieurs formes. Il y a la solidarité économique, car chaque fois que nous créons une activité ici, ou que nous répondons à des demandes qui nous sont adressées par les autorités camerounaises, nous permettons d'une certaine façon à des Camerounais et à des Français de pouvoir développer une activité, et donc d'avoir des revenus. L'emploi est lié aux revenus. Nous devons donc avoir cette solidarité, permettre que l'on ait un contrat de désendettement et de développement. C'est ce qu'a fait le ministre aujourd'hui, à travers un certain nombre d'accords qui ont été passés entre l'Agence française de développement et le Cameroun, pour que nous puissions financer plusieurs projets. Nous allons le faire et vous allez aussi avoir à les concrétiser, à travers vos propres activités professionnelles.

La solidarité est aussi dans les échanges d'étudiants, dans la formation. Il y a environ 8.000 étudiants camerounais en France et 50.000 Camerounais qui vivent en France. Il y a également les binationaux. Vous, qui êtes nombreux ici, à travers vos histoires personnelles qui sont chaque fois différentes, vous êtes la solidarité humaine, très importante.

Il y a aussi la solidarité militaire, sécuritaire. Nous avons à faire en sorte d'agir ensemble pour que nous puissions nous protéger.

J'ai évoqué aussi avec le Président BIYA ce qu'est la réalité de la vie quotidienne. Le Cameroun est un pays qui est à la fois plein de ressources, et qui fait face en même temps à diverses

contraintes, qui peuvent parfois peser sur l'activité. Ce n'est pas toujours simple, l'administration ne fonctionne pas toujours de la manière que l'on voudrait. Enfin, nous pourrions en dire aussi beaucoup sur notre propre administration je n'y reviens pas ! Nous devons donc simplifier les choses, accélérer les procédures et cela vaut pour tout le monde. Vous avez sans doute, là aussi, un certain nombre de doléances à m'adresser, vous le ferez le moment venu.

Il y a donc également ce que vous attendez de la France, de votre pays : des conditions pour la scolarisation des enfants et pour l'accès aux droits sociaux. Je veux saluer ici les élus, le député de la circonscription des Français de l'étranger, les élus consulaires, parce que ce sont eux qui permettent justement de pouvoir vérifier et contrôler que les droits sont bien préservés et que d'autres peuvent être même élargis.

Nous avons également, avec le Président BIYA, évoqué la situation politique au Cameroun. Nous n'avons pas évoqué la situation politique en France mais il me semble qu'il était bien informé sur ce qui se passe en France, comme tous les Camerounais qui regardent la télévision et qui en savent beaucoup.

Il est vrai que c'était la première fois depuis quinze ans qu'un Président de la République française n'était pas venu au Cameroun, alors que nous avons justement tous les liens, toutes les relations dont j'ai parlé ce soir. Comment le comprendre ? Peut-être parce que justement, lorsque l'on est amis, on n'a pas besoin de se rencontrer, ou on attend que les autorités camerounaises viennent jusqu'à nous.

Je considérais néanmoins qu'il fallait marquer notre amitié par cette présence trop brève, c'est dommage ! Nous allons passer la nuit ensemble, mais c'est tout de même trop bref. Cela nous donnera donc l'occasion de revenir, mais c'était important que nous puissions venir ici, y compris dans cette période où l'Europe connaît quelques agitations et où il y a en France quelques problèmes. Je considérais que mon devoir, mon rôle, ma place était d'être ici, dans cette partie-là de l'Afrique et avec vous ce soir, pour que la France puisse répondre à l'espérance qu'elle suscite, car c'est ce qui fait la France.

Nous suscitons toujours des attentes très fortes, de la part des Français quelquefois, heureusement, mais aussi de tous ceux qui ont pour la France une affection, presque un amour. Un amour vous est adressé aussi, en tant que Français. Bien sûr, il y a toujours des critiques. Il y a même des rumeurs qui disent que la France ne ferait pas tout ce qu'elle doit faire ici pour le Cameroun. Il y en a même qui ont inventé qu'on pourrait avoir quelque inclinaison pour Boko Haram. Il faut vraiment avoir l'esprit un peu torturé - par Boko Haram, j'imagine -, parce que je ne comprends même pas que l'on puisse imaginer alors que nous luttons et que nous appuyons tout ce que les pays concernés font et ce que nous avons à faire ! Cela fait partie, j'imagine, des polémiques qui existent dans chaque pays.

Nous avons donc parlé de la situation, ici au Cameroun, de la démocratie qui doit s'approfondir, des droits, des libertés, des personnes qui sont retenues. Cela fait partie aussi des sujets, car lorsque l'on est la France, on doit aussi parler de pluralisme, de démocratie, de droits de l'Homme. Cela fait partie, non pas de notre influence, parce que la France ne doit pas faire la leçon, mais lorsqu'on est ami de la France, on doit faire avancer les valeurs de la France, qui sont des valeurs universelles.

J'ai donc cité un certain nombre de cas, que vous connaissez, de compatriotes notamment, qui se trouvent aujourd'hui enfermés. Nous avons rencontré aussi des femmes qui, à la tête d'associations, se battent pour les droits de l'enfant, pour la reconnaissance des droits des minorités, pour faire en sorte que le nord du Cameroun puisse être protégé aussi, justement, de ces actes terroristes, qui touchent d'abord les enfants et les femmes, toujours les populations les plus vulnérables.

J'ai également rencontré l'ensemble des partis politiques qui sont engagés, je pense, maintenant dans l'établissement des listes électorales, de la commission qui doit être chargée de préparer les élections. C'est bien que nous ayons pu avoir aussi cet échange car il y avait les partis qui sont au pouvoir et les partis d'opposition. Cela prouve que la démocratie camerounaise avance.

Voilà tout ce que je pouvais vous dire de mon déplacement. Je vous ai fait un compte-rendu de

mandat, ce soir, un compte-rendu de visite. J'ai été pendant deux jours dans cette partie de l'Afrique, une Afrique à la fois liée à l'Afrique de l'Ouest et aussi à l'Afrique centrale & une Afrique qui partage plusieurs langues, ici le français et l'anglais & une Afrique où plusieurs religions cohabitent et pacifiquement, c'est un bel exemple & cette Afrique pleine d'avenir, pleine de confiance, même s'il y subsiste des problèmes.

Il est maintenant courant de dire que l'Afrique sera sans doute le continent le plus dynamique dans le siècle à venir, avec des investissements qui vont se multiplier. Vous avez remarqué sans doute, ici au Cameroun comme ailleurs, que certains pays se sont déjà placés en Afrique. Je n'ai pas besoin de les citer, nous avons reçu le Premier ministre de ce pays-là en France, il y a quelques jours. Le Premier ministre chinois nous a d'ailleurs demandé de pouvoir travailler avec lui. Il nous a dit : « Nous allons faire un fonds commun, français et chinois, pour aller vers les pays tiers ». Il pensait forcément à l'Afrique, parce que l'Afrique est le grand sujet.

Il faut régler les problèmes de sécurité, permettre que l'Afrique connaisse la promotion de la démocratie, que l'Afrique puisse se développer. L'Afrique va être le continent sur lequel il va y avoir beaucoup de compétition entre pays, africains d'abord, et entre pays qui veulent prendre leur part ou leur place de son développement. Nous devons le faire avec respect, c'est-à-dire en faisant en sorte que ce que nous faisons puisse être utile au pays, en l'occurrence ici le Cameroun, et à la France.

Il y a aussi l'enjeu du climat. Ce qui était tout à fait valorisant pour ce que nous faisons, c'est que les pays africains sont avec la France - pas derrière la France mais avec la France - pour réussir la Conférence de Paris sur le climat.

Nous pourrions nous dire : finalement, l'Afrique n'émet pas beaucoup de gaz à effet de serre, pas beaucoup de CO2. Ce n'est finalement pas son intérêt de voir un accord à la Conférence de Paris. Cependant, qui souffre du désagrément, de la pollution, de ce réchauffement, des cataclysmes, des cyclones, des désertifications, des pluies, si ce n'est l'Afrique ? Tous les continents sont vulnérables, mais les pays les plus pauvres le sont davantage généralement. L'Afrique a donc parfaitement compris que nous devons trouver un accord sur le climat. Tous les Présidents que j'ai pu saluer au cours de ces deux jours, Bénin, Angola ou encore Cameroun, qui ont situations différentes, tous ont dit qu'ils seraient avec la France.

Merci de contribuer au succès du Cameroun, à la réussite de la France. Je vous exprime toute notre gratitude pour ce que vous faites. Soyez certains que la France vous regarde et que vous rendez la France plus grande et plus belle.

Merci.